



Pratiques de la traçabilité en élevage : des compétences à ajuster

Nathalie Joly, J. M. Gautier

► To cite this version:

Nathalie Joly, J. M. Gautier. Pratiques de la traçabilité en élevage : des compétences à ajuster. 13. Rencontres autour des Recherches sur les Ruminants, Dec 2006, Paris, France. hal-02751348

HAL Id: hal-02751348

<https://hal.inrae.fr/hal-02751348>

Submitted on 3 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pratiques de la traçabilité en élevage : des compétences à ajuster

N. JOLY (1), J.-M. GAUTIER (2)

(1) ENESAD- INRA/LISTO, Les Longelles, BP 87 999 - 21079 Dijon Cedex

(2) Institut de l'Elevage, BP 42 118 - 31321 Castanet Tolosan Cedex

RESUME - Face aux exigences grandissantes de traçabilité, l'attention est habituellement portée sur les systèmes de gestion d'information reliant les exploitations à leurs partenaires économiques et à l'administration, ceci afin de les optimiser. Sans préjuger du bien-fondé de cette approche, nous proposons de mettre ici l'accent sur les ressources dont disposent les agriculteurs pour s'acquitter de tâches dites administratives et ce à travers trois éclairages : le premier met en lumière les efforts déployés par l'appareil de développement au cours des années 1950-1960 en ce qui concerne la gestion des papiers, le second souligne le rôle de l'écrit dans la conduite des activités d'élevage, le troisième pointe l'intérêt et les limites d'une formation à la gestion documentaire. Il ressort de cet examen que les exigences de traçabilité activent des compétences déjà en place. Toutefois, les difficultés qu'éprouvent les professionnels à mettre en œuvre la traçabilité invite à approfondir la réflexion sur la notion de "travail administratif" et sur le sens des évolutions en cours.

Practices of traceability in livestock farms: capacities to adapt

N. JOLY (1), J.-M. GAUTIER (2)

(1) ENESAD- INRA/LISTO, Les Longelles, BP 87 999 - 21079 Dijon Cedex

SUMMARY - The increasing demand of traceability usually leads our attention towards the information systems between farms and their partners, and how to improve them. Though we will not deny the validity of such a perspective, our aim here is to put the stress on the resources that farmers mobilise in order to cope with administrative tasks. At first, we bring out how actors of development tried to initiate farmers into management of paperwork in the 1950's and 1960's. Secondly, we stress how pieces of writing about work are helpful to follow up farming activities. In the third place, we discuss the interest and limits of an education in administrative management. It seems in fact that demands of traceability activate capacities already developed by farmers. But the difficulties the farmers express trying to implement them, lead us to question more the specificity of "administrative work" and the meaning of its current evolution.

INTRODUCTION

Produire du lait et des bovins exige aujourd'hui de produire quantité de papiers à destination de tiers, du fait des exigences de traçabilité réglementaires et contractuelles. Cette "bureaucratization" de l'activité agricole est généralement appréhendée sous l'angle des contraintes qu'elle introduit dans le quotidien du travail - lourdeurs et redondances des enregistrements, inquiétudes suscitées par les contrôles - quand ce n'est pas sous l'angle des critiques, face à des directives européennes jugées obscures ou peu réalistes. Sans préjuger du bien-fondé de ces approches, nous nous intéresserons, quant à nous, aux ressources dont disposent les éleveurs et leurs conjointes - car ce sont souvent elles qui gèrent les papiers - pour s'acquitter de tâches administratives et ce à travers trois éclairages : tout d'abord, en rappelant les efforts déployés par l'appareil de développement, au cours des années 1950-1960, pour familiariser les agriculteurs avec de nouvelles pratiques de gestion et d'enregistrement, puis en soulignant le rôle effectivement joué par l'écrit dans la conduite des activités d'élevage, en invitant, pour finir, à une réflexion plus poussée sur la notion de "travail administratif", à la lumière d'une expérience de formation sur ce thème, mise en place par l'Institut de l'Elevage.

1. DES PRESCRIPTIONS AUTOUR DE L'ECRIT

1.1 VERS UNE GESTION D'ENTREPRISE

Un bref retour sur la dynamique de modernisation de l'agriculture des années 1950-1960 permet d'insister sur la globalité des mutations qui s'opère au cours de cette période : mutations dans les techniques, les structures d'exploitation, les marchés, mais également dans les conceptions et les valeurs du travail. L'avènement d'une

vision entrepreneuriale de l'agriculture et conjointement, l'emprise de la rationalisation scientifique sur les techniques agricoles, enclenche une véritable révolution mentale que dépeint la célèbre *Fin des paysans* de Henri Mendras (1968). Tous les pans de l'activité agricole s'ouvrent au calcul : le blé est une culture qui doit se pratiquer "assis" pour être produit économiquement (Artaud, 1969), la calculatrice génétique entre dans les étables, le lait se transforme en un produit éclaté en divers paramètres qu'il convient de surveiller étroitement (Bourg, 1993), etc. Des structures spécialisées voient le jour (contrôle laitier, coopérative d'insémination, instituts techniques, centre de gestion, ...) et l'outil de la comptabilité s'impose progressivement, non sans résistances (Rambaud, 1989).

Le chef d'entreprise devient la figure de référence. Sa capacité à réaliser des investissements est donnée en exemple, mais également l'équipement dont il s'entoure pour piloter son activité, composé d'outils et de techniques propres à soutenir le raisonnement économique (Joly, 2006). Ainsi, les brochures de l'époque éditées par la FNCETA (Fédération Nationale des Centres d'Etudes Techniques Agricoles) conseillent les agriculteurs dans l'organisation du bureau de l'exploitation, qu'elles décrivent comme le siège d'une activité hautement stratégique : la gestion des papiers. Du gros mobilier au petit équipement de secrétariat, en passant par les techniques de prises de notes et de classement, les recommandations ne manquent pas pour instiller de "bonnes" habitudes et faire en sorte que des pratiques s'installent dans les fermes. De fait, les coins "bureau" des salles à manger se multiplient à partir de cette période, où règnent "en maîtresse" les épouses d'agriculteurs qui trouvent là le moyen de s'approprier les attributs de la modernité et d'affirmer leur rôle au sein de l'exploitation.

1.2. ENREGISTRER METHODIQUEMENT

A cette progressive “mise en bureau” de l’activité agricole s’ajoute un développement diffus des pratiques d’enregistrement. Pendant longtemps, les techniques de l’écrire-compter-mesurer ont été l’apanage d’une agriculture “savante”, celle des notables et des agronomes tenant livres de raison, livres de compte et agendas. Puis, elles se sont répandues au rythme de l’alphabétisation des campagnes, des politiques de vulgarisation et de formation professionnelle jusqu’à se trouver inscrites dans des routines de travail, se transmettant de génération en génération (Joly, 1997). Or, dans un contexte où il s’agit de repenser l’organisation du travail et d’adopter de nouvelles pratiques de gestion, les habitudes d’écrire se trouvent, elles aussi, redéfinies. Le “fameux” carnet qui ne quitte jamais l’agriculteur (FNCETA, 1960) n’est plus suffisant. Les notations qu’il renferme sont jugées incomplètes et peu exploitables, aux yeux des ingénieurs et techniciens (Piel-Desruisseaux, 1959). Les vulgarisateurs s’efforcent donc de les réorienter vers les logiques de la science et de la rationalité économique qui guident leurs interventions, à l’aide de supports standardisés d’enregistrement.

Les groupes de développement de cette époque constituent des lieux privilégiés pour s’exercer à des enregistrements méthodiques. Tout particulièrement les Centres d’Etudes Techniques Agricoles (CETA), car ils ont pour principe de responsabiliser chacun de leur membre dans l’étude d’un problème ou l’expérimentation de nouvelles techniques. Traite, alimentation du bétail, bâtiment, organisation du travail, fourrage, sur tous ces sujets, les exploitants glanent et mutualisent des informations, à partir de supports conçus le plus souvent par des organismes de recherche et de développement. Ils acquièrent ainsi des compétences en matière d’expérimentation (suivi de protocoles, prise de notes, analyse de résultats), lesquelles sont ensuite réinvesties dans le travail quotidien (Joly, 1997). Les agricultrices, quant à elles, ne sont pas en reste. Dans les Centres d’Etudes Techniques Ménagères et Agricoles (CETMA), on les voit calculer, montres en main, le temps passé à chacune de leurs activités - tâches de la ménagère et de la mère de famille, tâches sur l’exploitation - en vue de rationaliser leur emploi du temps, voire celui de leur conjoint ! Les qualités d’ordre et de soin qu’elles sont supposées détenir - dispositions ascétiques, rationnelles et calculatrices forgées par l’habitude de gérer la vie du foyer (Lahire, 1993) - en font encore les cibles privilégiées des stages de formation à la comptabilité et à la gestion.

2. L’ECRIT COMME RESSOURCE POUR AGIR

Un ensemble d’évolutions qui s’impose aux éleveurs (et plus largement aux agriculteurs) amène donc à travailler de plus en plus “sur du papier”. Parallèlement, nombre d’entre eux éprouvent le besoin d’écrire (de “marquer” pour reprendre leur formulation), parce qu’ils souhaitent soit disposer de leur propre référentiel technique, soit “monter leur structure” et gérer au mieux leur trésorerie, ou tout simplement garder trace des événements du travail. Ces techniques de gestion indigènes, desquels ils tirent une connaissance de leur troupeau et de leur exploitation, présentent plusieurs caractéristiques (Joly, 2004). Les notations sont ici taillées à la mesure des scripteurs et des impératifs de l’action : certaines restituent les opérations culturales (parcelles et hectares travaillés, réglages du

matériel, dosage des produits ...) et leurs conditions d’exécution (météo, qualité des sol ...) ; d’autres visent la récapitulation (dépenses d’engrais, comptage d’animaux, calculs de rendement, temps de travaux ...) ou la prospection (plan d’accouplement, liste d’achats, disponibilité en trésorerie ...). D’autres encore recensent les événements clés pour une activité donnée (conduite de la reproduction, alimentation ...). En quelques mots, quelques chiffres, - car l’écriture est elliptique et faite de formules stéréotypées - les éleveurs trouvent là de quoi se représenter leur cheptel et leurs cultures.

Ces traces du travail, en apparence infimes, préparent de précieuses possibilités de jugement. En déroulant pas à pas les chantiers “en train de se faire” (vêlages, semis, fertilisation ...), l’écriture permet à l’agriculteur de “tenir le fil de son activité” (Joly, 2004), par nature éclatée en divers lieux et temporalités. L’inscription des débuts et fins d’opérations (“*Fini semer les Perrières*”, “*Lâché vaches au pré Montol*”) a également son importance. Ces butées temporelles (Cellier et Marquié, 1980) facilitent les comparaisons de “campagne à campagne”, telles que les pratiquent habituellement ceux qui conservent leurs écrits et qui tiennent à portée de main deux années consécutives d’agendas. Le calendrier des travaux de la campagne précédente est alors pris en référence pour juger de l’avancée ou du retard des travaux de l’année en cours. Les écarts vis-à-vis de ce “calendrier de routine” (Joly, 2004) peuvent être interprétés - grâce à l’information “météo” principalement -, forme de rationalisation qui permet de gérer l’anxiété caractéristique des travailleurs du vivant, celle de pouvoir “faire à temps”.

Lorsque l’écriture est récapitulative, elle fournit de nouvelles prises à la réflexion sur l’activité de travail. Comme l’a bien montré l’anthropologue J. Goody (1979), la mise en liste et la mise en tableau sont des procédés de “recodage linguistique” qui permettent de réélaborer les représentations du réel par la manipulation, la hiérarchisation et la comparaison des informations “brutes”. Dans la conduite d’élevage, ces procédés sont particulièrement utilisés pour raisonner l’affectation des animaux en lots (liste des vaches de réforme, liste des prévisions de vêlage ...) et en visualiser la localisation (Havet *et al.*, 2005). Plus généralement, de tels procédés graphiques soutiennent des combinatoires complexes à partir desquelles l’éleveur peut orienter ses décisions et au fil du temps, tracer une évolution, dresser un bilan, tout comme le jardinier opère des rotations à l’aide de ses carnets, qui sont la mémoire organisée des événements culturels (Salmona, 1994).

Enfin, l’écriture peut être éphémère, des opérations griffonnées sur une enveloppe (calcul de ration, numéros de vaches à réformer), des *post-it* collés sur l’écran de l’ordinateur (“vérifier 4062”), autant d’inscriptions liées à l’action, qui ne sont guère compréhensibles que pour leurs auteurs, lorsque ceux-ci, travaillant seuls, ne sont pas tenus de représenter leur action par un “dispositif de ressources partagées” (Dodier, 1990).

Ces diverses pratiques de l’écrit sont-elles prises en compte dans la réflexion sur les compétences “administratives” des éleveurs ? Dans quelle mesure satisfont-elles aux exigences de traçabilité ? L’expérience de formation “à la gestion documentaire”, animée par l’Institut de l’Elevage, permet de préciser ces questionnements.

3. CE QU'APPORTE LA FORMATION AU TRAVAIL ADMINISTRATIF

L'idée d'une formation à "la gestion documentaire en élevage" a émergé dans le contexte de mise en œuvre de la nouvelle Politique Agricole Commune, entre 2003 et 2004. Les professionnels des filières bovines, familiers de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage (en place depuis 1999), avaient déjà connaissance des enregistrements requis par leur activité d'élevage, mais ils s'inquiétaient des obligations administratives liées à la conditionnalité des aides. Aussi, la région Sud-Ouest (Aquitaine et Midi-Pyrénées) soutient la mise en place de formations courtes (de deux jours, espacés d'une semaine) sur ce thème. Les objectifs sont doubles : proposer aux éleveurs une mise à jour réglementaire et un diagnostic de leurs pratiques, suivi de propositions.

A ce jour, quarante huit stagiaires ont suivi ces sessions. Les aspects qu'ils estiment le moins bien maîtriser à leur arrivée en formation sont, par ordre d'importance, la connaissance des exigences administratives, l'archivage des documents, le classement des papiers et l'enregistrement au quotidien de l'information technique sur la production. En revanche, près de la moitié d'entre eux déclarent ne rencontrer aucun problème dans la réalisation des notifications, des déclarations PAC, ou encore, dans la préparation des documents comptables. Une large majorité d'ailleurs possède un ordinateur (77 %) utilisé pour la comptabilité (39 %), la conduite d'élevage (49 %) et les cultures (21 %). La technologie informatique est maniée avec une relative aisance par 47 % d'entre eux, une petite poignée (3 %) se disant "comme un poisson dans l'eau" face à l'ordinateur tandis qu'une autre moitié se trouve peu à l'aise (22 %), voire "comme un éléphant dans un magasin de porcelaine" (28 %). Qu'attendent précisément ces éleveurs et éleveuses du stage, puisqu'ils ne semblent pas vraiment démunis face aux papiers et au clavier ?

Lors du tour de table du début de session, les participants indiquent vouloir améliorer leur rangement ("*Etre au mieux dans nos paperasses*", "*C'est la prise de tête quand on a les dossiers qui se croisent*") et être au fait des documents à produire en cas de contrôle ("*Etre clair et net pour les contrôles*"). Ceux qui ne sont pas encore informatisés veulent également profiter de cette formation pour connaître les équipements disponibles sur le marché. Cependant, au fil de la session, les attentes apparaissent plus globales, sans que cela soit explicitement formulé. C'est, nous semble-t-il, autant un regard d'expert et de pairs sur les façons de gérer l'activité d'élevage (avec tous les papiers que cette gestion demande de manipuler) que des apprentissages particuliers sur la tenue des documents qui sont souhaités par les participants.

Or, on l'a vu précédemment, cette activité de gestion est le plus souvent déjà "équipée" par un corpus d'écrits volumineux, au caractère hybride : il comprend des documents "externes", en provenance des partenaires économiques, des organismes de développement et de l'administration et des documents "internes" qui peuvent être produits par de multiples auteurs (exploitant(e)s, conjoint(e)s, associés, salariés). Cerner les contours de cette métrologie professionnelle, tenter d'en comprendre les logiques organisatrices n'est pas chose aisée. De plus, la fabrication d'écrits "internes" s'inscrit dans des jeux relationnels, dès lors que l'exploitant ne travaille pas seul :

derrière les manières d'écrire, de ranger les documents ou encore d'investir l'informatique s'opère un certain nombre de choix et de compromis qui reflète une distribution des rôles au sein des collectifs de travail. Cette distribution, souvent "genrée" - les comptes aux femmes et la technique aux hommes - repose sur les qualités personnelles des travailleurs, mais également sur une répartition des pouvoirs de décision (Joly, 2006). Comprendre les manipulations de l'écrit dans le travail, c'est donc également décrypter les rapports sociaux, les formes d'investissement de "soi" qui s'y trouvent engagés. L'espace de la formation le permet-il ? Dans le cadre du stage de deux jours, une analyse des pratiques ordinaires de gestion des papiers est esquissée, après un apport d'informations sur les obligations administratives, éventuellement complété par l'intervention d'un agent de Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sur les aspects de contrôles. Cette réflexion sur les pratiques emprunte diverses modalités pédagogiques. Elle débute par un bref "auto-diagnostic de la gestion documentaire" et se prolonge sous la forme d'échanges collectifs. Par exemple, les stagiaires s'exercent à réaliser un plan de classement documentaire à partir d'un jeu d'étiquettes représentant "la paperasse" habituellement présente dans les exploitations, ce qui les conduit à expliciter au fur et à mesure leurs propres habitudes de classement. La discussion qui s'engage ensuite sur la pertinence des choix opérés en petits groupes permet d'énoncer quelques règles d'action pour un classement optimal. Ce travail en salle peut être complété par la visite d'une exploitation, lorsque l'un des stagiaires accepte d'ouvrir les portes de son bureau, au groupe en formation. Dans l'ensemble, le rôle de l'animateur est d'amener les participants à préciser leurs "manières de faire", en vue d'en faire ressortir les avantages et les limites et d'identifier des points d'amélioration. Ces derniers se prêtent volontiers au jeu, en apportant en salle les supports qu'ils utilisent au quotidien : cahiers, agendas, classeurs ... Mais les motivations qui guident telle façon d'inscrire de l'information, tel choix de support d'écriture, les tâtonnements qui se font autour des "papiers" ne se laissent pas facilement mettre en mot. Du moins, le temps contraint de la formation ne le permet guère. Des usages de l'écrit s'énoncent par bribes ("*Je mets tout sur un cahier. Je l'ai fait, je n'en ai pas trouvé dans le commerce pour les colonnes. Ca, je le fais dans la stabul. Puis je balance une fois par semaine sur l'ordinateur. J'ai un cahier pour les naissances, un cahier pour les traitements et les pesées. Ils me suivent tout le temps. L'été, c'est un petit carnet que j'ai sur moi*"), qui se concluent par un rappel au contexte réglementaire ("*Si vous avez besoin de trouver rapidement une information comment vous y prenez-vous ?*", "*Pensez-vous pouvoir diminuer le temps passé à vos enregistrements ?*").

Souvent en effet, les objectifs de rationalisation prennent le pas sur la visée proprement dite d'analyse des pratiques. Cela transparaît plus spécialement lors de l'examen "grandeur nature" d'un bureau d'exploitation. Ce contact direct avec le fatras des écrits qui entoure le travail d'élevage fait toucher du doigt toute l'épaisseur des enjeux liés à leur gestion. Mais le cadre de la formation ne permet pas directement de les expliciter. S'il est une opportunité de valoriser des compétences envers l'écrit, il se doit, en dernier ressort, de focaliser sur des suggestions pratiques.

Aperçu d'une visite d'exploitation en Côte d'Or

Après avoir fait le tour du bâtiment d'élevage, le groupe de stagiaires pénètre dans le bureau du Gaec de la Panetière, pièce qui surplombe la stabulation. Michel apprécie d'y travailler en soirée, son regard courant de l'écran d'ordinateur à ses vaches, qu'il peut observer depuis une grande baie vitrée. Son frère, Jean, préfère enregistrer à domicile, car il peut ainsi avoir l'œil sur les enfants. Cela complique le partage d'information, mais les deux frères ont chacun leur domaine, Michel le troupeau, Jean les cultures. Le premier s'entoure de notations dont le groupe a pu se faire une idée en parcourant le bâtiment d'élevage. Ici ou là se nichent affichettes en carton et calendriers muraux, tous couverts d'indications sur le troupeau (bêtes à surveiller, récapitulatifs de vêlages...). Support plus inédit, une armoire métallique est constellée d'inscriptions relatives aux mammites : *"Je vois vite quelle vache en a déjà eu et à quel moment car je peux remonter comme ça sur plusieurs années. C'est très pratique même si ça fait un peu rire que je marque là dessus"*. Jean, lui, indique fonctionner à "l'économie", en se limitant à des saisies informatiques. C'est autour des logiciels que la discussion entre stagiaires débute (intérêts, contraintes, procédures de mises à jour, traitement des données...), puis elle focalise sur les aspects de rangement, Michel étant préoccupé par l'envahissement des documents. Au détour de considérations pratiques (agrandir la pièce, archiver les documents anciens au domicile...) s'ébauche un échange sur la façon dont les deux associés se coordonnent pour la gestion des papiers, montrant toute la difficulté de conduire une réflexion approfondie sur la gestion documentaire qui ne heurte la vision ni de l'un, ni de l'autre.

CONCLUSION

Les trois éclairages proposés ici rappellent que les tâches d'écriture et de gestion documentaire ne sont pas entièrement nouvelles dans les exploitations. En revanche, elles sont devenues plus impératives et plus visibles dans le contexte actuel. Ils soulignent également l'existence de métrologies professionnelles hybrides : les éleveurs manipulent de nombreuses informations "externes" (résultats du contrôle laitier et de performance, analyses de laboratoire, données de la PAC ...), mais ils disposent également de leurs propres outils de mesure, ajustés à la conduite de l'exploitation et aux contraintes de leur activité, ils utilisent à la fois des équipements informatiques sophistiqués et de simples carnets, preuve que des formes anciennes d'usages perdurent et se superposent aux formes nouvelles de la modernité (Kaufmann, 1997).

A première vue, les compétences mobilisées dans la gestion de ces systèmes d'information internes (pour reprendre le langage des sciences de gestion) et dans la fabrication "d'artefacts cognitifs" (Norman, 1993) ne diffèrent pas fondamentalement de celles qui sont en jeu dans le travail dit "administratif". De part et d'autre sont mises en oeuvre des capacités à inscrire et récapituler des informations sur le cheptel et les pratiques agricoles, avec une attention portée aux dates, aux localisations et aux procédures d'interventions. C'est pourquoi il n'est pas toujours aisé de distinguer, parmi les informations globalement traitées dans le travail, entre celles qui ressortent du strict domaine administratif et celles qui sont nécessaires à la gestion

comptable et à la prise de décision. Souvent, une même donnée peut-être utile aux trois domaines, à des pas de temps différents, ou à la condition d'être ressaisie dans d'autres supports, ou d'être assemblée à d'autres informations. Ce constat a d'ailleurs conduit les instituts techniques à inventorier les informations tracées dans les exploitations pour chaque filière, à usage interne et à des fins contractuelles et réglementaires, leur objectif étant d'établir un document de référence qui évite les redondances d'enregistrements (action ADAR coordonnée par l'ACTA). C'est aussi parce qu'ils disposent "d'instruments cognitifs" (Rabardel, 1995) tels qu'agendas, carnets et tableaux que face aux agents de contrôle, les éleveurs parviennent à résoudre des différends et parfois même, à défaire certaines controverses, démontrant par là leur capacité à articuler le réseau "socio-technique administrativo-économique" très outillé avec lequel ils ont affaire et leur propre réseau métrologique " (Weller et Joly, 2006). Cependant, les difficultés face aux tâches administratives, l'inquiétude vis-à-vis des contrôles sont bien présentes, y compris parmi les éleveurs familiers du papier. Il s'agit donc de mieux cerner les contraintes propres à la gestion administrative (formats de saisie, catégories de description, disponibilité de l'information...) et ce qu'elle met en jeu (rapport à l'écrit, vision du métier...) en tant qu'elles réclament divers ajustements de compétences, de la part des éleveurs.

Tous nos remerciements à Valérie Bernard (EDE, Chambre d'agriculture de Côte d'Or) et aux éleveurs et éleveuses de la session de formation organisée dans ce département.

Artaud M., 1968. Le métier d'agriculteur et l'agriculture nouvelle, Les Editions Ouvrières, Paris

Bourg D., 1993. In Courtet C., Berlan-Marque M., Demarne Y., Agriculture et société. Pistes pour la recherche, 187-203

Cellier J.M., Marquié J.C., 1980. Le Travail Humain, 43, 2, 321-336

Dodier N., 1990. Raisons pratiques, 1, 11-148

FNCETA, 1960. Journées de l'agriculteur chef d'entreprise, Etude n°401

Goody J., 1979. La raison graphique. Editions de Minuit, Paris

Havet A., Joly N., Cochet A., 2005. Renc.Rech.Rum, 12, 327-330

Kaufman J.C., 1997. Le cœur à l'ouvrage. Théorie de l'action ménagère. Nathan Pocket, Paris

Joly N., 1997. Thèse, Paris-X Nanterre, 332 p.

Joly N., 2004. Sociologie du Travail, 46,511-527

Joly N., 2006. Cong. AFS, à paraître

Lahire B., 1993. La raison des plus faibles : rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieux populaires. PUL, Lille

Mendras H., 1967 (rééd 1984). La fin des paysans : vingt ans après, Actes Sud, Paris

Norman D., 1993. Raisons Pratiques, 4, 15-34

Rabardel P., 1995. Les hommes et les techniques. Approche cognitive des instruments contemporains. Armand Colin, Paris

Rimbaud P., 1989. Cahiers internationaux de Sociologie, LXXXVIII, 305-320.

Salmona M., 1994. Le paysans français. Le travail, les métiers, la transmission des savoirs. L'Harmattan, Paris

Weller J.M., Joly N., 2006. Cong. AFS, à paraître